

Amiens, le 21 février 2019

COMMUNIQUE DE PRESSE

NON à la fermeture de la sucrerie d'Eppeville :

Appel à une large mobilisation le Vendredi 1er mars 2019

Les betteraviers d'Eppeville et de Roye se mobilisent pour la sauvegarde de la sucrerie d'Eppeville et le maintien de cette production de betteraves dans la Somme, l'Aisne, l'Oise et le Nord Pas-de-Calais. Dans cet esprit, les membres des Syndicats Betteraviers invitent tous les betteraviers et acteurs économiques potentiellement touchés par la fermeture du site à manifester le Vendredi 1er mars 2019 devant la sucrerie (de 10 h à 14 h 00 – Rue du Maréchal Leclerc 80 400 Eppeville). Les élus politiques locaux sont invités à venir dialoguer.

A la suite de l'annonce brutale et unilatérale de la fermeture de la sucrerie d'Eppeville (Somme) par Saint Louis Sucre, filiale du groupe Südzucker, les élus planteurs représentants des Commissions Interprofessionnelles des sucreries d'Eppeville et de Roye réunis le mercredi 20 février s'insurgent contre cette décision.

Celle-ci condamnerait une part significative des bassins de production situés dans la Somme, l'Aisne, l'Oise et le Nord Pas-de-Calais, dégraderait l'économie de 1 275 exploitations agricoles et déstabiliserait toute l'agriculture régionale.

L'arrêt de cette sucrerie serait catastrophique pour l'économie du département avec plus de 600 emplois directs, indirects et induits remis en cause : les salariés de l'usine, les transporteurs, les sous-traitants (chaudronnerie, mécaniciens, électriciens...), les commerces locaux (épiceries, distribution alimentaire, brasseries...) et les entrepreneurs agricoles.

Une première rencontre entre les représentants planteurs de la CGB et la direction de Saint Louis Sucre s'est tenue le 19 février à Paris. Les dirigeants de Saint-Louis Sucre n'ont affiché aucune volonté de trouver des solutions d'avenir pour la sucrerie. Les représentants des betteraviers refusent d'en rester là. Ils demandent à rencontrer de toute urgence les dirigeants de la maison mère Südzucker en Allemagne.

Par ailleurs, ils appellent à une mobilisation des élus locaux, départementaux, régionaux, des parlementaires et du gouvernement pour engager une large concertation dans le but d'assurer un avenir à ce site industriel emblématique du département.

Contact presse :

CGB - Carine Abecassis - cabecassis@cgb-france.fr – 06.27.05.23.80

CGB Hauts de France - Emmanuel PIGEON / 06.08.10.90.85 – epigeon@cgb-france.fr

www.cgb-france.fr